



CST Central du 13 mars 2024

Déclaration liminaire CGT

Madame la Présidente,
Madame la Secrétaire Générale,

Le président Macron, sans mandat du Peuple français et au mépris de la Constitution, n'hésite pas à nous engager de plus en plus vers un conflit militaire direct avec la Russie.

Non content d'armer l'Ukraine depuis deux ans et d'y mener des actes de guerre hybride, il s'agirait aujourd'hui d'y envoyer officiellement et massivement des troupes françaises sur son sol.

Une énième provocation qui n'aurait pas plus d'efficacité que les précédentes vu l'état de l'armée française mais qui cette fois ferait de notre pays un belligérant à part entière.

Deux pays possédant l'arme nucléaire dans sa composante stratégique en conflit militaire direct, même l'OTAN et les faucons américains n'ont jamais osé !

Quelle que soit la lecture des événements qui se déroulent en Ukraine depuis 2014 que chacun a le droit d'avoir, nous parlons ici de franchir une étape qui pourrait conduire à une guerre totale et à la destruction de l'Humanité tout entière.

Cette simple donnée devrait interdire à tout chef d'état ou politique responsable d'émettre même l'idée d'une intervention militaire dans ce conflit.

La politique d'endiguement mise en œuvre par les Etats Unis depuis la guerre froide, visant à empêcher tout pays à contester leur hégémonie mondiale, est toujours d'actualité et à l'origine selon nous de la situation dramatique que vivent les peuples de l'Est de l'Europe.

Les pays vassaux tels que décrits par Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale U.S, que sont les pays adhérents de l'OTAN comme la France, ont aussi joué un rôle particulièrement néfaste dans la genèse de cette histoire.

François Hollande et Angela Merkel ont par exemple reconnu que les accords de paix de Minsk, dont la France et l'Allemagne étaient garants, ont en réalité servi à gagner du temps pour le réarmement de l'Ukraine.

Une trahison de la parole de ces Etats avec des conséquences humaines, économiques et sociales dramatiques !

Des centaines de milliers de morts plus tard, Macron soutenu par son prédécesseur enfonce le clou ! Eviter la Paix à tout prix est leur leitmotiv ! Car est clairement en jeu la domination mondiale exercée par l'Occident.

Nous ne pouvons que condamner la collaboration de forces politiques de la gauche du Capital à la droite du Capital de notre pays ou selon, leur couardise, à quelques exceptions près.

Depuis son origine, le capitalisme n'a en permanence vécu que de la mort lente ou violente de l'humanité qu'il oblige en fonction de ses intérêts les plus immédiats à n'être que de la chair à travail ou de la chair à canon, et Macron n'en est qu'une synthèse.

Le problème Ukrainien et les cadavres qu'il draine ne sont pas le fruit du hasard, ils sont un des aboutissements inévitables de l'intensification de multiples contradictions économiques et sociales, d'une Europe qui nous a été vendue comme protectrice économiquement et socialement, qui nous protégerait de la guerre !

En paix comme en guerre, le capitalisme démontre, une fois de plus, qu'il est partout et toujours la mort de l'humanité sacrifiée sur l'autel de ses intérêts, et ce non par hasard mais par nécessité.

La CGT Ville de Paris ne laissera pas Macron sacrifier nos enfants !

La censure et la propagande mises en place par le gouvernement, inédites depuis l'occupation, ne doivent pas faire fléchir ceux qui luttent pour la paix entre les peuples !!!

Concernant les JOP 2024, la CGT maintient sa revendication d'une prime exceptionnelle de 1900 € pour toutes et tous compte tenu de leur engagement dans le cadre de la préparation et de l'organisation de ces jeux olympiques.

Concernant le financement de cette prime exceptionnelle, la CGT revendique que celle-ci soit financée par la recette perçue au titre de la « taxe de séjour » et vous rappelle que cette recette était de 112 millions d'euros pour 2022 !

Afin de permettre la meilleure organisation du travail et celle des JOP, la CGT revendique qu'un **plan de continuité d'activité** soit, urgemment, mis en place pour chacune des directions de la ville de Paris.